



***Inventons une France de liens
et de partages !***

LE CHANTIER DU PROJET

*« Dans un monde blessé, parcouru d'injustices, nous ferons revivre une pensée **personnaliste**, au service de tous »*

La **personne humaine** au cœur d'une politique qui **rassemble**

UN PROJET PORTEUR DE SENS

Les projets proposés aux Français ne leur conviennent pas plus aujourd'hui qu'hier. C'est pourquoi ils votent par défaut, sur le fond d'une abstention croissante.

Le projet aujourd'hui mis en œuvre par **le gouvernement sorti vainqueur des urnes parie sur le fait que la France se conformera efficacement aux règles du monde**. Tout ne sera pas négatif, mais la logique même de ce choix ne peut conduire qu'à **une société plus froide encore qu'hier : fonctionnelle, technique et matérielle**.

Les seuls projets qui émergent en contrepoint sont au nombre de trois : un projet identitaire, porteur d'un pur réflexe de défense ; un projet de retour à une tradition à l'ancienne, moraliste ; enfin un élan révolutionnaire et étatiste, finalement tout aussi matérialiste que le projet aujourd'hui mis en œuvre par nos gouvernants.

Le reste des alternatives n'est même plus identifiable : il gît dans les décombres d'une classe politique insincère qui avait, depuis des décennies, cessé de réfléchir.

Aucun sens nouveau, conforme à la fois à l'héritage de la France et aux enjeux de l'avenir, n'est ainsi porté ; et les Français le ressentent très clairement ainsi.

Nous, membres de Refondation, laïcs, mais enrichis de croyances et de visions différentes, avons pour toute première priorité de construire ensemble un projet nourri de sens.

Par un projet porteur de sens, enraciné dans des principes et des engagements, nous entendons les lignes fortes suivantes :

La vie de notre société ne peut avoir comme exclusifs fondements le succès matériel, la performance et l'argent. Le fonctionnement de nos institutions ne peut être conçu seulement de manière fonctionnelle et bureaucratique. La technique ne peut seule conférer la légitimité à l'action. Le désir individuel, l'égoïsme et la soif de consommer ne peuvent être l'alpha et l'oméga de toute réalisation.

Nous souhaitons mettre un terme à cette fuite en avant.

L'esprit de **générosité** doit être cultivé, reconnu et encouragé, dans chaque initiative. Le ressort marchand ne peut tout régenter. C'est la mission de l'Etat de protéger des espaces de collaboration gratuite, de **don**, d'**échanges libres**. La **fidélité**, la **responsabilité** vis à vis de l'autre, l'**engagement**, et la **loyauté** doivent redevenir des valeurs enseignées, et défendues, y compris dans les relations économiques et commerciales, dans la vie sociale aussi bien qu'entre les entreprises. Le sens implique la **justice** : il ne saurait y avoir de société fondée, bâtie sur le respect mutuel, qui laisse prospérer des inégalités vertigineuses et oublie les très faibles.

Nous devons renouer les fils de **la transmission**, l'héritage des bons principes, qui de génération en génération inspirent la capacité à se dépasser soi-même :

la France doit ainsi se réinventer à chaque génération, s'adaptant aux défis de chaque temps, mais en conservant avec respect le meilleur des dons et des références essentielles qu'elle a su se forger au fil des siècles. La culture de l'immédiateté et de l'éphémère doit céder devant le souci de constructions plus robustes. C'est là d'abord la mission de l'école, et aussi celle de l'Etat et des hommes publics, que de redevenir **exemplaires**, dans le respect de la parole et dans chaque acte d'administration.

L'égalité sans fin de droits infinis, catégoriels, et d'allocations souvent aveugles et opaques, la liberté de tout faire, y compris au détriment de l'autre, au nom de ses désirs, doivent se trouver tempérées, dans le triptyque de la devise républicaine, par le rétablissement de la valeur de **fraternité**. La fraternité suppose partout l'application et le rappel d'une règle simple : faire pour l'autre ce que l'on voudrait que l'on nous fasse. Se sentir chacun responsable de l'autre, c'est la première des obligations républicaines.

Le sens implique que l'Etat s'engage en conscience. Il est du devoir de la puissance publique non seulement de respecter avec rigueur la liberté de choix de chacun, le secret de la vie privée, le droit à l'expression, de garantir la protection la plus stricte des données personnelles, mais au-delà, sa mission doit être de veiller à ce que l'intérêt pécuniaire ne brise pas tous **les repères** et tous **les liens**, par la commercialisation effrénée des désirs, de plaisirs et de pulsions ; la protection de l'enfance et de la vie est en la matière la première barrière ; la puissance de la technique doit être canalisée avec fermeté par la sagesse collective.

L'action publique doit faire sens, être revêtue, dans chacun de ses actes, de la volonté de protéger la qualité et de conforter la densité des relations entre les personnes comme entre les institutions : ce sont ces liens d'engagement quotidien qui referont de la France une communauté vivante. La « bureaucratie éclairée » et l'autoritarisme technocratique sont à rebours de ces exigences. La leçon vaut aussi pour l'Europe comme institution qui doit savoir avec humilité, humanité et attention, se remettre au service des sociétés qui la composent.

Le retour au sens, c'est le sentiment affectif et partagé de vivre un projet commun qui nous communique une joie à vivre et à s'accomplir ensemble. Il passe par le retour à des fondements solides et clairs, en clarifiant les trois valeurs cardinales de notre République :

UNE LIBERTÉ RESPONSABLE

La liberté est une chance... Elle se traduit dans la possibilité extrêmement précieuse de choisir ses opinions et ses croyances, de les exprimer, de les vivre, dès lors qu'elles ne nuisent pas à autrui. La liberté entraîne aussi une responsabilité, la réussite et le progrès ne pouvant jamais être accaparés par une minorité qui « réussirait » mieux que les autres et qui serait dominante dans toutes les sphères de la société. Elle implique donc un « contrat social » fondé sur l'interdépendance des membres et le partage. La réussite liée à l'initiative privée, si elle est à encourager, n'exonère pas du partage solidaire des fruits de cette réussite.

LE DROIT À UNE ÉGALE DIGNITÉ

La première égalité à reconnaître, c'est **l'égalité dignité** de toutes les personnes humaines, ce qui implique la reconnaissance de la valeur de toute vie et, au nom de la justice, l'importance d'engager des efforts similaires pour **protéger toute vie**. En ce sens « l'égalité des chances »

ne peut être un objectif suffisant, car elle n'empêche en rien de profondes inégalités et peut même servir de caution pour les renforcer en valorisant toute réussite individuelle, même au détriment des plus fragiles.

UNE FRATERNITÉ DU QUOTIDIEN

La Fraternité est un des buts ultimes d'une vie en société : elle rappelle que le bonheur universellement recherché ne trouvera jamais tant sa source dans l'accumulation de biens que dans la création de relations bienveillantes, avec les plus proches autant qu'avec les membres des communautés dans lesquelles chacun s'inscrit... et ultimement dans la reconnaissance d'une fraternité universelle. **Trop souvent les individus sont mis en concurrence entre eux**, et les relations marchandes occupent une place importante. Il est aussi de la responsabilité des pouvoirs publics d'organiser un cadre favorisant l'engagement bénévole et le service gratuit, le lien social, avec en perspective la recherche du « bien commun ». Cette fraternité trouve une illustration dans la devise « *Agir envers les autres comme nous aimerions qu'ils agissent pour nous* » qui conduit à toujours évaluer l'impact de nos comportements sur les autres.

Mais, pour bâtir sur ces fondements étayés, nous devons aussi veiller à **être pragmatique et concret** dans les règles de construction de l'ouvrage, et dans les principes de mise en œuvre :

La proximité et la « subsidiarité » sont essentielles : dès lors que leurs valeurs fondamentales, qui dépassent le caractère particulier de chaque individu et de chaque société, sont communément partagées et reconnues comme des repères pour tous, il convient de laisser la liberté aux peuples et aux groupes de s'organiser par eux-mêmes.

La globalisation accrue de ces dernières décennies a eu des impacts positifs, mais elle a aussi eu des conséquences dramatiques, en contribuant par exemple à la destruction d'emplois dans certains secteurs et pays, en facilitant l'évasion fiscale ou le dumping social, ou encore en éloignant les lieux de décision des personnes concernées ce qui induit désengagement et désabusement. Il est temps de sortir de l'idolâtrie pour l'ultralibéralisme et de revenir à une économie de « circuits courts », selon le principe « penser global, agir local ». Cela redonnera autonomie, goût d'entreprendre et responsabilisation.

Dans le réel, la cohésion appelle la cohérence : Trop souvent, les individus comme les idées sont « segmentés », « catalogués », au risque d'un éclatement et d'une absence de projet commun, de vision cohérente. Or il est visible que « tout se tient »... quel sens aurait la croissance dans une planète en perdition pour cause de désastre écologique ? Comment mener la lutte contre la grande pauvreté quand les plus pauvres sont impactés les premiers par les changements climatiques ? Quel est le sens de la lutte contre l'injustice lorsque les plus vulnérables sont considérés comme sans valeur ?

Il est temps d'être cohérent, et d'allier de façon indissociable Ecologie, justice sociale et respect de la vie.

L'OBJECTIF D'UNE VIE BONNE

Donner du sens, c'est être concret : chaque Français a droit à une « vie

bonne ». La « vie bonne », ce n'est pas une course sans fin à l'ajustement au monde et à ses règles d'échanges, au mirage de la croissance pour la croissance, ou une recherche permanente de la performance. Il s'agit avec plus de simplicité de créer les conditions pour que chacun puisse s'épanouir, de manière concrète, personnelle, selon ses propres choix et ses propres aspirations, dans le respect du bien commun.

La servitude, l'incertitude et la solitude : telles sont les trois barrières que l'évolution de l'économie, les dérives du monde et l'effacement des règles de vie en commun font peser sur les aspirations légitimes de chaque Français.

La servitude est le premier des obstacles que doit abattre la puissance publique. Il y a aujourd'hui bien des verrous à faire sauter pour « désaliéner » les personnes, et leur rendre un espace d'autonomie et de liberté. Il convient d'abord **de s'échapper avec résolution d'une concentration du capitalisme financier** qui dicte le quotidien, tant individuel que collectif : le fardeau de la dette n'en est que l'un des aspects. La concentration des décisions et des moyens économiques, donc des effets de domination, impose ses lois à des filières économiques entières. **La puissance de lobbies** détermine le plus souvent, à leurs fins, l'orientation des normes ; la sous-traitance est mal traitée, la petite entreprise peu protégée et peu encouragée dans une économie française où les 60 plus grandes entreprises gèrent la moitié du PIB de la Nation, alors que 30% de leur activité seulement sont réalisés en France. La **course à l'hyperconsommation**, vertigineuse depuis la fin des années soixante, répond à un besoin de débouchés d'une industrialisation de tout, aux dépens du temps, de la santé, des rythmes de vie, des paysages. Enfin, cette domination ne s'attaque pas qu'aux désirs mais aujourd'hui à la conscience même, avec non seulement la concentration financière des médias, mais surtout **la concentration de profits et la captation des données** par les nouveaux « GAFA » (Google, Apple, Facebook, Amazon).

L'incertitude est le deuxième frein à la possibilité d'une vie épanouie dans la France du XXI^{ème} siècle. Et d'abord, **l'insécurité matérielle** qui résulte d'un sentiment permanent de ne plus faire partie de communautés stables et solidaires, l'entreprise ou la famille, mais de se trouver placé de manière continue en « **mode survie** », et sous la menace de la prédation des plus forts. La possibilité de la misère est devenue une idée neuve en Europe, individuelle avec le risque de la déchéance sociale, comme collective, avec le poids de la dette publique et la peur d'une crise financière globale. **La pression continue à l'ajustement et à la performance commence ainsi à nuire à l'efficacité même de l'économie.** S'y ajoutent désormais **les insécurités du quotidien, matérielles comme culturelles**, par peine à trouver des lieux apaisés de vie et d'échange, des racines dans son territoire, et plus encore la fragilité désormais même de la planète et de ses ressources, avec **l'épuisement écologique.** La recherche de communautés et d'identités de protection s'explique par cette multiplication des incertitudes.

C'est la mission prioritaire de l'Etat que de redonner au plus tôt des règles à l'économie, de protéger les territoires fragiles, de les irriguer de vie ; mais aussi de conforter et de soutenir prioritairement les entreprises qui se montrent solidaires de la société, et d'aider à épanouir la cellule qui demeure l'échelon clef de solidarité : la famille.

La solitude est le troisième des grands obstacles à une vie bonne. **L'atomisation des individus** est la marque du temps présent, encouragée par l'hyper-consumérisme, les peurs, **l'affaiblissement des solidarités du quotidiens**, le caractère de plus en plus anonyme des règles et du fonctionnement des institutions, et **les techniques nouvelles** enfin qui rendent plus complexe la société, et referment les êtres vers leurs écrans en leur renvoyant dans leurs miroirs leurs propres besoins et fantasmes. Seules les élites insérées dans la mondialisation, essentiellement concentrées dans les grandes métropoles, se sentent à l'aise et reliées dans une société « nomade ». La politique doit reconstruire les conditions de l'unité, tout faire pour **ancrer les personnes** dans des processus de relations. C'est son devoir le plus noble, en s'appuyant sur la richesse des territoires, sur une politique du temps libéré, sur la création de multiples espaces de dons, d'échange et de solidarité, sur la faveur donnée à un entrepreneuriat de PME et social ; en brisant aussi avec résolution les outils de manipulation globale qui recherchent des foules compactes pour élargir leurs débouchés commerciaux.

De ces constats et de ces objectifs découlent une série de grandes priorités : reconquérir les territoires abandonnés pour y apporter la vie ; consolider les liens locaux de solidarité bâtir une économie de réseaux, décentralisée, une économie de la mutualité et de la réciprocité ; redonner des responsabilités aux citoyens ; construire la société et l'économie sur la fidélité et la confiance ; forger ensemble des repères ; recoudre ensemble toutes les sphères clefs de l'existence : la famille, l'environnement, les terroirs ; refonder l'Europe pour civiliser un monde construit sur la cupidité et l'égoïsme. Nous voulons une France où les grandes entreprises prédatrices/monopolistiques, les grands groupes et (la finance) les appareils financiers n'étouffent plus l'initiative, les petites entreprises, l'esprit de générosité.

Cette « vie bonne » a trois dimensions principales, qui forment **les trois axes du projet** :

LA VIE PRÉSERVÉE

Faire de l'urgence écologique une priorité

Nous habitons une planète Terre fragile, qui est vivable par une extraordinaire conjonction d'éléments, qui est naturellement hospitalière et généreuse pour l'Homme. Cet écosystème est aujourd'hui menacé, en particulier par l'épuisement des ressources et le réchauffement climatique. **Si l'humanité ne change pas radicalement sa façon de vivre, produire et consommer, elle encourt des menaces majeures, et la vie elle-même est à terme menacée**, soit de façon directe (catastrophes naturelles, pollutions et impact sur la santé...), soit de façon indirecte (conflits liés aux manques d'eau ou aux migrations forcées, ...). Il nous faut impérativement retrouver un mode de vie écologique, dans lequel le respect et la protection de l'environnement est majeur. L'enjeu est essentiel : il s'agit de la planète et des conditions de vie que nous voulons transmettre aux générations futures.

LA VIE JUSTE

Bâtir une économie de la réciprocité dans une société du partage

C'est un défi d'aujourd'hui que de **réorganiser le capital, l'entreprise, la production de richesse et le travail**. Au-delà du partage des résultats pour que chacun puisse vivre, l'enjeu est de reconnaître la valeur, l'utilité sociale unique et précieuse que chacun peut apporter comme contribution à la communauté. Dans notre communauté nationale, **c'est un impératif incontournable que de permettre à chacun des membres d'avoir des conditions de vie décentes et de contribuer à l'œuvre commune**. Cela implique par exemple le droit à un logement, à un travail, à des soins, à un revenu décent, à l'éducation et à la culture... Notre pays produit suffisamment de richesses pour cela, c'est leur répartition qui fait obstacle. Les inégalités ne cessent de s'accroître : les plus riches le sont toujours davantage alors que d'autres restent démunis de tout ou dans une très grande précarité. Cela implique de progresser vers une société davantage ancrée dans l'échange, la réciprocité et le partage, et moins vers la compétition et l'individualisme. **Il ne faut pas dédaigner la production mais au contraire construire un nouveau modèle entrepreneurial**. Cette approche nous entraîne naturellement aussi à une ouverture vers une plus grande solidarité au niveau européen et international, pour traduire en actes cette vision d'une fraternité universelle.

LA VIE RESPECTÉE

Une communauté attentive aux plus vulnérables

Partant de la conviction que toute vie a de la valeur et est digne d'être vécue, chacune mérite d'être protégée. Cela implique que nul ne peut porter atteinte à la vie d'autrui, et que la société se doit d'être garante de cela, avec une attention toute particulière pour les plus fragiles, qui sont par exemple les enfants nés ou à naître, les personnes ayant un handicap, les personnes malades ou âgées. Face à chacune de ces vulnérabilités,

la communauté nationale se doit d'être solidaire, inventive pour reconnaître et soulager les souffrances. Cette protection de la vie passe aussi par le respect de son mystère, de sa dimension naturelle, et par le refus de faire de l'embryon et du corps humain un simple matériau, transformable et exploitable à volonté.

LES ETAPES DE L'ELABORATION

Les 18 et 19 novembre 2017 : Première étape, les journées de la Refondation

« **Les journées de la Refondation** » ont réuni des acteurs du monde économique, politique, associatif, des Refondateurs remontant des territoires, qui sont venus nous éclairer des lumières reçues dans leurs œuvres locales, solidaires, communautaires.

A partir de résultats des travaux cette première réunion nationale, qui a fixé les grands axes des propositions de **Refondation**, sept conventions thématiques nationales sont organisées et mobiliseront les ambassadeurs thématiques, les militants et les volontaires de Refondation sur tout le territoire.

Les journées ont lancé les travaux sur les territoires des **7 conventions thématiques de la Refondation** qui vont collectivement approfondir et décliner les propositions du projet de janvier 2018 à janvier 2019.

Décembre 2017- Février 2019 : Les 7 conventions thématiques pour le Projet

Notre objectif est de présenter un programme politique prêt en janvier 2019, six mois avant les élections européennes de juin 2019.

Sept conventions thématiques définiront les contenus de ce projet, thème par thème, autour de mesures clefs, « flèches innovantes » pour traverser les immobilismes, les égoïsmes, les injustices de la société française. Pour chaque thème, les conventions définiront non seulement des choix nationaux mais aussi les orientations à prendre au niveau Européen pour les rendre réalisables.

Nous identifierons les mouvements politiques européens ayant des orientations proches, et travaillerons avec eux les orientations politiques pour coopérer dans la perspective des élections Européennes. Une convention nationale de synthèse finale, en janvier 2019, sur le thème Relations Internationales et Europe, synthétisera en clôture de ces sept conventions thématiques notre projet pour l'Europe et le monde, avant les élections européennes.

A l'issue de ces conventions, le projet sera soumis par le Conseil de Refondation au vote des adhérents.

Notre méthode sera décentralisée : dès l'automne, autour des Ambassadeurs thématiques de la Refondation dans chaque région, seront multipliés avec les militants et les volontaires de la Refondation des tables-rondes avec des experts « têtes d'affiche », et aussi des « témoins », qui sèment des « graines de vie », personnes engagées dans des approches nouvelles. Des relais seront organisés sur différents points du territoire (vidéo –conférence en format réunions locale, avec interactions, diffusion You Tube...). De même des rencontres seront permanentes et continues avec les communautés locales de vie, les élus locaux, les salariés et professionnels sur leurs lieux de travail, les associations, les syndicats.

Au plan national, un groupe d'une dizaine d'experts reconnus comme parmi les meilleurs dans leur domaine, indépendants et partageant au moins en partie, les orientations de refondation se réuniront régulièrement pour croiser les regards sur l'actualité politique, réagir aux remontées locales et aider à la prise de recul. (Soit en « off », soit en format « café public »).

Un travail de communication permanent, pour, à la manière d'un mouvement « d'éducation populaire », sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux politiques modernes et aux propositions portées par refondation. Cela impliquera un travail important sur les réseaux sociaux, qui pourra notamment se fonder sur des vidéos, à la fois d'intervention pédagogique sur des sujets de fond (par exemple intervention des « experts »), mais aussi témoignages sur des expériences innovantes intéressantes. Certaines vidéos pourraient aussi être sous le format « l'actualité vue par... », par exemple une vidéo mensuelle... toujours avec le même intervenant ou par des intervenants différents selon les thèmes...

L'ensemble convergera vers chaque convention thématique qui clôturera chaque réflexion, dans des capitales régionales, mais aussi dans un bourg rural et une ville moyenne.

Les 7 conventions nationales thématiques sont les suivantes :

- **Économie, travail, création de valeur, entrepreneuriat**
- **Territoires, décentralisation, transport, infrastructure, logement**
- **Transition écologique énergie, ressources environnementales, biodiversité, agriculture**
- **Refonder le lien social : exclusions, démocratie, citoyenneté**
- **Education, médias, culture**
- **Santé, enjeux bioéthiques, recherche et technologies**
- **Relations Internationales, Europe, mondialisation, co-développement et migrations.**

Ces conventions seront ponctuées d'ateliers d'une journée, plus restreints, focalisés sur des thèmes transversaux : sécurité, outre-mer, politique familiale notamment.

Les prolongements des conventions iront bien au-delà de l'adoption du projet. Leurs résultats seront portés dans une animation politique permanente : Il sera conduit un travail en "Shadow cabinet" pour porter les propositions auprès des ministères concernés. Des campagnes de lobbying seront conduites, tant sur les territoires que vers le gouvernement et les institutions européennes. Nous voulons encourager les militants de Refondation à une approche alliant « réflexion » et « action » : l'idée est d'ancrer toujours dans le réel et la cohérence nos engagements, de lutter contre l'hyperspécialisation d'une politique professionnelle, et d'accepter que les grands dessins se construisent par des petites actions, des engagements concrets, « ici et maintenant », en utilisant tout notre « pouvoir d'agir ». Parce que la justice est la clef pour toutes les mesures, et que les injustices sont aujourd'hui diffuses, cachées, dans une société complexe, à la réglementation enchevêtrée, et la communication brouillée, des cahiers de doléances seront recueillis par les adhérents et volontaire tout au long du processus des conventions nationales, et au-delà, pour être synthétisés à l'automne 2019.